

Dans cette édition d'été, nous vous présentons d'abord un portrait du tourisme durable au Québec, par *Juliana Priskin*. Ensuite, vous pourrez lire une analyse du *Dr. Pascal van Griethuysen* du **Colloque Pour la suite du monde** tenu à HEC-Montréal les 18 et 19 mai derniers, suivie des comptes rendus des allocutions des experts présents. Dans un troisième temps, nous vous offrons un compte rendu des discussions ayant eu lieu lors de la **Table ronde sur la coopération internationale et le développement durable**. Cette activité a été suivie du lancement du livre **Le partenariat en coopération internationale** : **Paradoxe ou compromis?**, par *Olga Navarro-Flores*, professeure à la Chaire, dont nous vous offrons un résumé de l'allocution. Le Bulletin se conclut sur l'annonce de la nomination de *Marie-France Turcotte* au poste de titulaire adjointe de la Chaire.

O e c o n o m i a H u m a n a

Quelques idées pour des vacances socialement responsables

Éditorial par **Sarah Gagnon-Turcotte**, Rédactrice adjointe et Candidate, L.L.M. Droit International, UQÀM.
Contact: sarah.gagnon.t@gmail.com

Le temps des vacances est enfin arrivé pour plusieurs d'entre nous et beau temps, mauvais temps, certains auront envie de vivre de nouvelles expériences. Alors que vous vous apprêtez à planifier vos activités estivales, pourquoi ne pas réfléchir aux façons de rendre vos vacances plus socialement responsables.

En 2005, plus de 800 millions de touristes ont parcouru la planète pendant quelques jours ou quelques mois. Avec une progression estimée à 4% par an, l'Organisation mondiale du tourisme prévoit qu'en 2020 ce nombre aura franchi la barre des 1,5 milliard, représentant près de 21% de la population mondiale! Les impacts environnementaux et sociaux de tels déplacements de population sont importants et augmenteront dans le futur. Devant ce constat, une mobilisation importante en faveur de l'écotourisme et des vacances durables se développe.

Actuellement, une majorité des voyages touristiques sont vendus sous forme de promotions « tout inclus » comprenant le vol, l'hôtel, la voiture, des visites guidées et une multitude de coupons-rabais cherchant à faire consommer le voyageur. Si ce type de promotion permet d'intéressantes économies, il génère peu de bénéfices pour l'économie locale des pays visités tout en confinant les voyageurs dans de faux paradis touristiques où les possibilités d'échanges culturels sont minimales. De plus, plusieurs destinations voyages vous mèneront dans des décors idylliques et pittoresques, excursions qui se font parfois

au détriment d'un environnement souvent fragiles ou fragilisé par les pressions abusives de l'industrie touristique.

Pourtant, au cours des dernières années, l'offre d'activités "durables" et de voyages alternatifs a explosée, permettant désormais à plusieurs de s'offrir des vacances dignes de ce nom et dont les impacts sociaux et environnementaux néfastes sont réduits. Voici quelques suggestions.

Le tourisme de proximité et le cyclotourisme

Une grande partie des destinations vacances nécessitent de longs déplacements en voiture ou en avion, les deux modes de transports les plus polluants. Une première façon de réduire son empreinte écologique est donc de prendre des vacances dans votre région. Plusieurs lieux et activités régionales méritent d'être découverts. L'agrotourisme est en pleine expansion au Québec (route gourmandes et produits du terroir, etc.), tandis que les parcs et les zones d'exploitation contrôlée (zecs) offrent une multitude d'activités de plein-air (randonnées, canot-kayak, ornithologie, etc.) qui vous feront redécouvrir la nature. De plus, ce type d'activités aura l'avantage de vous faire épargner alors même que vous encouragerez l'économie de votre région et y découvrirez des endroits magnifiques.

Le tourisme à vélo est également une des façons les plus simples de réduire votre impact environnemental lors de

vos vacances estivales. Le Québec a la chance de détenir la plus longue piste cyclable en Amérique du Nord et l'une des plus belles au monde. La Route Verte compte plus de 4 000 km, dont plusieurs sections dignes des plus beaux parcours panoramiques (telle que la Véloroute des Bleuets au Lac-Saint-Jean ou l'Estriade dans les Cantons-de-l'Est). Elle a d'ailleurs reçu plusieurs



distinctions prestigieuses.

Pour de nouvelles formes de tourisme

Échanger sa maison

Une façon bien spéciale de voyager, et dont la popularité est grandissante, consiste à troquer sa maison contre celle d'un autre par le biais d'un service d'échange. L'échange de maisons (appartements ou chalets) a pour avantage de réduire considérablement les coûts liés à l'hébergement, tout en encourageant la découverte de lieux sortant des sentiers battus du tourisme commercial. D'un point de vue environnemental, l'échange de maison contribue d'une certaine façon à réduire le bétonnage des lieux touristiques, tandis que d'un point de vue socioculturel, il encourage la découverte authentique et conviviale tout en favorisant les échanges et la formation de liens interculturels.

Visiter un canapé

Pour les amateurs de voyages solitaires, sur le pouce et informels, ou pour ceux qui ne sont pas propriétaires, s'offre l'option allégée du « couchsurfing », c'est-à-dire le « surf de canapé ». L'hôte du « surfeur » pourra généralement recevoir une ou plusieurs personnes de manière relativement sommaire en offrant un canapé pour la nuit, un endroit où planter sa tante, voire une chambre avec commodités. Ce service d'hébergement est parfois offert gratuitement ou en échange d'une faible rétribution. Cependant, il est à noter que les réseaux de couchsurfing se fondent sur le principe de réciprocité et que ses membres sont donc encouragés à contribuer à

l'offre de service. Encore une fois, ce type de voyages réduit les impacts environnementaux négatifs du voyageur tout en multipliant les contacts avec la population et la culture locale.

Volontariat écologique ; de l'agriculture biologique à la protection de la biodiversité

Pour ceux qui ont l'énergie nécessaire et qui souhaitent vivre une expérience environnementale et solidaire totale et à peu de frais, une panoplie d'opportunités d'écovolontariats sont possibles.

L'écovolontariat permet au voyageur de se joindre à des équipes de chercheurs et d'experts afin d'offrir un soutien d'appoint à leur actions de recherche, protection et conservation de la biodiversité. L'écovolontariat allie donc le tourisme vert à des perspectives d'apprentissages directement sur le terrain. Parce que les volontaires sont encadrés par des équipes de professionnels, ce type d'expérience permet d'acquérir des connaissances concrètes tout en explorant des milieux sauvages et en contribuant à la protection des espèces et de leur environnement.

Pour ceux qui aimeraient découvrir l'agriculture biologique, je recommande le réseau WWOOF (World-Wide Organic Farms). Ce réseau informel permet aux voyageurs d'entrer en contact avec des fermes biologiques à travers le monde où ils pourront être hébergés et nourris en échange de leur travail sur la ferme. Ce réseau favorise l'échange de savoirs traditionnels et l'apprentissage tout en offrant une opportunité d'immersion culturelle et linguistique à peu de frais. Comme les séjours offerts vont de plusieurs mois à quelques jours, ces fermes permettent de passer des vacances fort originales!

Le covoiturage

En conclusion, si vous avez le pied léger et que votre horaire est flexible. Si vous souhaitez visiter plusieurs villes sans avoir à dépenser trop de sous ou encore, vous avez quelques places de libres à l'arrière de votre véhicule, n'oubliez pas le covoiturage. Option facile et à moindre coût, le covoiturage vous permettra d'économiser tout en multipliant les belles rencontres. Les réseaux sont nombreux et bien développés tant au Québec qu'à travers le monde.

Nous vous suggérons ci-contre quelques sites Internet qui vous permettront d'explorer plus avant ces alternatives responsables et planifier votre prochaine excursion. L'équipe du Bulletin Oeconomia Humana vous souhaite d'excellentes vacances ainsi qu'une bonne lecture, au soleil!

Adresses Internet pour voyager de façon durable :

Troquer sa maison :

<http://www.trocmaison.com>
<http://www.homelink.fr>
<http://www.echangedemaison.com>
<http://www.troc-habitat.com>
<http://www.echangedemaisononline.com>
<http://www.1sthomeexchange.com/fre>
<http://www.geenee.com>
<http://www.echangeimmo.com>
<http://www.pretersamaison.com>
<http://www.planet-swap.com/fr/index.php>
<http://fr.homeforhome.com>
<http://www.echange-maison.net>

Couchsurfing :

http://www.couchsurfing.org/?user_language=fr
 (certaines sections seulement en français)
<http://français.hospitalityclub.org/indexfra.htm>
<http://canada.servas.org/français.htm>
<http://www.bewelcome.org/> (français disponible dans le menu défilant du coin supérieur droit)
<http://www.globalfreeloaders.com/> (anglais seulement)

Le cyclotourisme :

<http://www.routeverte.com/rv/>
<http://www.equiterre.org/transport/randonnee/>
<http://fr.warmshowers.org/>

Écovolontariat :

<http://www.planete-urgence.org/>
<http://www.projects-abroad.fr/>
<http://www.cybelle-planete.org/cybelle2/>
<http://www.biosphere-expeditions.org/>
<http://www.javva.org>
<http://www.participefutur.org/index.php?lang=fr>
<http://www.antinea-foundation.org/helping/volunteer/index.lbl>
En anglais seulement :
<http://www.ecovolunteer.org/>
<http://www.gvi.co.uk/>
<http://voluntourists-without-borders.com/>

Le covoiturage

<http://www.allostop.com/> (Québec)
<http://www.amigoexpress.com> (Québec)
<http://www.covoiturage.ca/> (Québec)
<http://www.envoiuresimone.com/> (France)
<http://www.123envoiure.com/> (France)
<http://www.ridester.com/> (États-Unis)
<http://zimride.com/home.php> (États-Unis)
<http://www.jayride.co.nz/> (Nouvelle-Zélande)

Autres réseaux spécialisés :

Travail sur des fermes biologiques :
<http://www.woof.fr/> et <http://www.woof.org/>
 Réseau d'hospitalité pour gais et lesbiennes; <http://www.lghei.org/Francais.htm>
 Cohabitation solidaire intergénérationnelle : <http://homeshare.org/français.aspx>
 Réseau pour ceux qui parlent l'Espéranto : <http://www.tejo.org/en/ps>

Portrait du tourisme durable au Québec en 2009

Par Julianna Priskin, Chercheure Principale à la Chaire de Tourisme Transat et Professeure associée au Département études urbaines et touristiques, ESG UQÀM.

Cet article est une publication originale de Globe-Veilleur, Édition du 4 mai 2009, par le Réseau de veille en tourisme (ESG-UQAM), disponible en ligne : <http://veilletourisme.ca/>

La nécessité de créer un tourisme fondé sur des principes du développement durable fait partie du cadre de la politique touristique générale depuis 2005 (1). La plupart des sous-secteurs touristiques, dont la Fédération des clubs de motoneigistes(2), se sont également fixé des objectifs globaux basés sur ces principes. Bien que la durabilité soit acceptée dans le secteur touristique québécois, en pratique, elle n'en fait pas partie intégrante, et ce, même si beaucoup d'en-

treprises et d'organismes ont pris de nombreuses mesures pour améliorer leur rendement. Dans ce contexte, ces gestes semblent isolés.

Efforts de collaboration

Jusqu'à maintenant, aucune des 21 régions touristiques ne s'est dotée d'une stratégie globale de développement durable, comprenant un énoncé de vision clair, un ensemble d'objectifs réalisables à court et à long terme ainsi que des outils d'évaluation des progrès. Pourtant, le tourisme est une activité économique importante au Québec; dans 12 régions, il génère directement au moins 3 % des revenus (3). Le tourisme a la possibilité

d'être bien plus durable, étant donné que la plupart des régions possèdent d'abondantes ressources naturelles et culturelles de même que des économies diversifiées. Bien que l'exploitation des ressources naturelles constitue le fondement de bon nombre des régions du Québec, il existe un potentiel encore inexploité d'expansion touristique dans ces régions, qui faciliterait une plus vaste intégration économique. Un potentiel demeure également inexploité en matière de conservation de la biodiversité et de développement touristique sur des territoires publics et privés situés en dehors des réseaux de zones protégées gérés par la Sépaq et Parcs Canada.

Dans certaines régions, comme les Laurentides, des mesures concrètes ont été prises afin d'intégrer le tourisme de façon stratégique dans l'économie régionale par le biais du projet ACCORD du gouvernement provincial (4). Dans d'autres régions, des parties prenantes collaborent entre elles de plus en plus grâce à la création de différentes coopératives. Parmi celles-ci, on compte la réserve mondiale de la biosphère du Lac-Saint-Pierre (5), L'échappée bleue (6), le Parc Aventures Cap Jaseux (7) et la Coopérative de solidarité V.E.R.T.E. (8). Il existe certainement de nombreux autres projets locaux, mais ils n'ont pas fait l'objet d'études permettant de connaître leur valeur socioéconomique ou leur importance globale.

Il existe également 23 zones territoriales au Québec qui se sont dotées d'une stratégie Agenda 21e siècle local (A21L) (9), et l'un des meilleurs exemples de municipalité ayant une forte orientation touristique est celle de Baie-Saint-Paul. Là-bas, un processus A21L ainsi que la volonté et le leadership de certaines parties prenantes favorisent une concertation accrue de la part de la communauté en vue du développement du centre de villégiature Le Massif (10).

Changements opérationnels en vue d'améliorer le rendement

Certains exploitants touristiques fonctionnent depuis longtemps selon des idéaux de développement durable, tels que l'auberge Le Baluchon (11) et les zoos de Granby et de Saint-Félicien (12, 13). Cependant, très peu d'entreprises adoptent une stratégie transparente en matière de responsabilité

sociale, comme celles qui ont été publiées par le Zoo de Granby et Transat A.T. (14). De nombreuses entreprises touristiques ont réduit leur consommation d'eau et d'énergie ainsi que la quantité de déchets éliminés grâce à différents moyens, mais leur effet global n'a pas été évalué. Les hôtels du Québec semblent faire des progrès manifestes, surtout depuis que l'Association des hôteliers du Québec a lancé son propre programme de reconnaissance, RéserVert (15). La Corporation de l'industrie touristique du Québec (CITQ) a récemment modifié son système d'évaluation afin d'y inclure des facteurs environnementaux et effectue, au nom de l'Association des hôtels du Canada, des vérifications des établissements membres du programme Clé verte (16). Depuis quelques années, de nombreux événements, dont les congrès et les festivals comme le Festival International de Jazz de Montréal (17), deviennent de plus en plus écologiquement et socialement responsables. Un bon nombre d'autres exploitants touristiques ont également une politique de gestion de la chaîne logistique et achètent des produits locaux ou fabriqués de façon responsable. L'association touristique de l'Abitibi-Témiscamingue est la première à avoir été nommée «verte» par Recyc-Québec pour avoir récupéré plus de 80% des déchets de ses bureaux (18).

En plus de leurs efforts environnementaux, certaines entreprises touristiques contribuent à l'amélioration des relations Nord-Sud. Par exemple, L'Auberge l'Autre Jardin (19) verse des fonds directement aux pays en voie de développement par son soutien à Carrefour Tiers-Monde. Pour sa part, le Parc Safari vend des produits équitables provenant de ces pays (20). L'information sur les petites et moyennes entreprises (PME) québécoises et le développement durable est assez rare, ce qui laisse croire que les progrès sont minces. Étant donné que les PME composent la majorité de l'industrie touristique (21), une analyse de leurs progrès et des problèmes auxquels elles font face serait utile; elles pourraient ainsi se munir des outils adéquats pour effectuer les changements nécessaires au développement durable.

L'industrie touristique québécoise comprend un vaste choix de produits pour l'aider à ré-

duire ses émissions de gaz à effet de serre, comme le grand réseau de pistes cyclables conçu par Vélo-Québec (22), les vélos Bixi à Montréal (23) et les biobus dans le Vieux-Québec et à Montréal (24). Quelques entreprises et événements sont carboneutres, mais leur nombre et leur profil n'ont pas encore été répertoriés. Par exemple, Karavaniens du monde est le premier voyageur du Québec à inclure le coût de la compensation d'émission de gaz à effet de serre dans ses prix (25). Les changements climatiques ne semblent pas préoccuper le secteur du tourisme québécois, malgré la vulnérabilité de certains produits, dont le ski, la motoneige et diverses autres activités extérieures (26).

Certains sous-secteurs du Québec, par exemple Aventure Écotourisme Québec, incitent depuis longtemps les entreprises et les touristes à être écoresponsables(27). On ne sait pas combien de touristes du Québec et d'ailleurs voyagent de façon écologique dans cette province. Sans aucun doute, les voyageurs québécois sont de plus en plus conscients de l'environnement et de la société qui les entourent. Étant donné que 88% des touristes au Québec sont d'origine québécoise, ceux-ci ont besoin de plus d'informations sur les progrès de l'industrie locale afin qu'ils puissent faire des choix judicieux (28).

Que réserve l'avenir?

Divers changements opérationnels se font à toutes les échelles afin d'améliorer le rendement environnemental et social du secteur touristique, mais en l'absence d'outils d'évaluation, impossible de connaître ses progrès réels. Le Québec n'est ni en avance, ni en retard sur les autres provinces canadiennes, bien qu'au Canada on ne fasse pas non plus d'étude nationale qui permettrait de comparer les progrès de chacune des provinces. Le secteur touristique du Québec commence à peine à développer le tourisme durable, et les exemples cités plus haut soulignent le besoin d'un plan d'action provincial jumelé à un ensemble d'outils d'évaluation efficaces.

Les outils de soutien et le réseau de connaissances permettant d'appliquer les principes du tourisme durable s'accroissent partout au Québec, et de nombreux établissements offrent des formations particulières en vue d'améliorer les aptitudes liées au domaine du tourisme des professionnels du dé-

veloppement durable en ressources humaines(29).

Il existe également un nombre accru d'outils et de mécanismes efficaces disponibles à l'extérieur du Québec qui permettent d'effectuer rapidement des changements et de maintenir un secteur viable et responsable. Toutefois, les dirigeants locaux restent l'élément essentiel à l'exécution d'un plan d'action. Le gouvernement doit aider davantage les sous-secteurs fragmentés à aller de l'avant et coordonner l'ensemble du processus au Québec. Les outils sont variés et bon nombre d'entre eux n'ont pas encore été mis à l'épreuve, dont l'incitation financière et les mesures volontaires.

Sources:

- Ministère du Tourisme du Québec (2005), Vers un tourisme durable. Politique touristique du Québec, Gouvernement du Québec, Québec, 37 p.
- La Fédération des clubs de motoneigistes du Québec (2008), Plan d'action quinquennal pour l'environnement de la FCMQ, La Fédération des clubs de motoneigistes du Québec (FCMQ), Montréal, 8 p.
- Sauvé, R., La reconnaissance de l'industrie touristique dans l'économie locale et régionale, Présentation au Symposium international sur le développement durable du tourisme. Du 17 au 19 mars 2009, Québec, Canada. [<http://www.bonjourquebec.com/mto/activites/symposium-developpement-durable/fr/programme-mercredi.html>].
- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Projet ACCORD [<http://www.mdeie.gouv.qc.ca/index.php?id=2467>] (page consultée le 14 avril 2009).
- La réserve mondiale de la biosphère du Lac-Saint-Pierre, Coopérative de solidarité de la réserve mondiale de la biosphère du Lac-Saint-Pierre. [<http://www.biospherelac-st-pierre.qc.ca/content/cooperative.html>] (page consultée le 14 avril 2009).
- L'échappée bleue, L'échappée bleue. Coopérative de Tourisme durable. [<http://www.lechappeebleue.com>] (page consultée le 14 avril 2009).

- Parc Aventures Cap Jaseux, Qui sommes-nous. [<http://www.capjaseux.com/-Qui-sommes-nous-.html>] (page consultée le 14 avril 2009).
- La Coop V.E.R.T.E., Qui nous sommes? [http://www.coopverte.com/coopverte/in dex . p h p ? o p - t i o n = c o m _ c o n t e n t & t a s k = b l o g c a t e g o r y & i d = 1 9 & I t e m i d = 3 7] (page consultée le 14 avril 2009).
- Gagnon, C. et E. Arth, Guide pour des Agendas 21e siècle locaux. Les Agendas 21e siècle locaux québécois. [http://www.a21l.qc.ca/9544_fr.html] (page consultée le 14 avril 2009).
- Le Massif, Territoire Le Massif. Le projet de développement. [http://www.lemassif.com/fr/territoire_le_massif/le_projet_de_developpement.php] (page consultée le 14 avril 2009).
- Le Baluchon, À propos du Baluchon. [<http://www.baluchon.com/auberge-mauricie/index.cfm>] (page consultée le 14 avril 2009).
- Zoo de Granby (2006), Réalisations en responsabilité sociale et environnementale, Zoo de Granby, Granby, 24 p.
- Zoo sauvage de Saint-Félicien, Au sujet du CCBB/Zoo sauvage. [<http://www.borealie.org/page.php/fr/1/4.html>] (page consultée le 14 avril 2009).
- Transat A.T. (2008), Transat pour un tourisme durable. Rapport de responsabilité sociale 2008, Transat A.T. Inc., Montréal, Québec, 44 p.
- L'Association des hôteliers du Québec, RéserverVert, le Programme de reconnaissance en développement durable. [<http://www.reservert.com/fr/page.php?lab=ler%E9servertleprogramme>] (page consultée le 14 avril 2009).
- Corporation de l'industrie touristique du Québec, La CITQ est mandatée par l'Association des hôtels du Canada pour effectuer les visites Clé verte. [<http://www.citq.info/classification>] (page consultée le 14 avril 2009).
- Festival International de Jazz de Montréal, Une édition 2008 carboneutre. [http://www.montrealjazzfest.com/Fijm2008/planetAir_fr.aspx] (page consultée le 14 avril 2009).
- Bisson, K., Là où commence un tourisme plus vert. [<http://lafrontiere.canoe.ca/webapp/sitepages/content.asp?contentid=87930&id=836&classif=>] (page consultée le 16 avril 2009).
- L'Auberge l'Autre Jardin, Mission et historique. [<http://www.autrejardin.com/auberge.php>] (page consultée le 15 avril 2009).
- Ranger, J.-P., Tourisme durable. Parc Safari, Présentation au Symposium international sur le développement durable du tourisme. Du 17 au 19 mars 2009, Québec, Canada. [<http://www.bonjourquebec.com/mto/activites/symposium-developpement-durable/fr/programme-mercredi.html>].
- Ministère du Tourisme du Québec, Programmes et services aux entreprises touristiques. [<http://www.bonjourquebec.com/mto/ministere/index.asp>] (page consultée le 15 avril 2009).
- Lareau, S., Tourisme durable et vélo. Présentation au Symposium international sur le développement durable du tourisme, Du 17 au 19 mars 2009, Québec, Canada. [<http://www.bonjourquebec.com/mto/activites/symposium-developpement-durable/fr/programme-mardi.html>].
- Tourisme Montréal. BIXI: Le vélo libre-service à Montréal. [<http://www.tourisme-montreal.org/Presse/A-la-une/En-manchettes/bixi-le-velo-libre-service-a-montreal>] (page consultée le 15 avril 2009).
- Société de transport de Montréal, Pendant un an, 155 autobus de la STM rouleront au biodiésel au centre-ville de Montréal (communiqué de presse). [<http://www.stm.info/info/biobus.htm>] (page consultée le 15 avril 2009).
- Karavaniens du monde, Cuba. Mère des Caraïbes. Informations techniques. [http://www.karavaniens.com/voyages/calendrier/?voyage_depart=134] (page consultée le 15 avril 2009).
- Singh, B. et C. Bryant (2006), Impact et adaptation aux changements climatiques pour les activités de ski et de golf et l'industrie touristique: le cas du Québec, Rapport préparé pour Ouranos Inc., Département de géographie, Uni-

versité de Montréal, Montréal, 404 p.
Aventure Écotourisme Québec, Programme
Sans trace. [http://www.aventure-ecotourisme.qc.ca/content/templates/content_fr.asp?articleid=4&zoneid=2]
(page consultée le 15 avril 2009).
Tourisme Québec (2009), Le tourisme au

Québec en bref - 2007, Ministère du
Tourisme du Québec, Québec, 16 p.
Villeneuve, C., Chaire en éco-conseil.
[http://www.uqac.ca/recherche/organismes/chaire_ecoconseil.php]
(page consultée le 15 avril 2009).

Information sur l'auteure : <http://veilletourisme.ca/author/julianna/>

Publication originale : <http://veilletourisme.ca/2009/05/04/portrait-du-tourisme-durable-au-quebec-en-2009/>

Analyse et comptes rendus du Colloque « Pour la suite de monde » : développement durable ou décroissance soutenable ?

Développement durable ou décroissance soutenable : un colloque adresse de vraies questions

Par Dr. Pascal van Griethuysen, Chargé d'enseignement et de recherche en économie évolutive, Institut de hautes études internationales et du développement



Les 18 et 19 mai derniers, un colloque organisé à HEC-Montréal sous l'égide du Prof. Yves-Marie Abraham a réuni une centaine de chercheurs préoccupés par la réponse sociale à donner pour assurer l'avenir d'un monde en crise. Les notions de développement durable et de décroissance soutenable, en particulier, étaient au cœur du débat.

Le colloque visait en effet à entamer une réflexion approfondie sur ces deux notions considérées en tant que projets de société, aussi bien dans leurs dimensions théoriques et empiriques. À travers ces lignes, nous souhaitons partager quelques réflexions qui nous sont venues aussi bien en amont qu'en aval de cet événement particulièrement stimulant.

D'emblée, et de manière schématique, deux positions dominantes sont apparues au sein des multiples sensibilités manifestées par les participants au colloque : d'une part, la position selon laquelle le développement durable et la décrois-

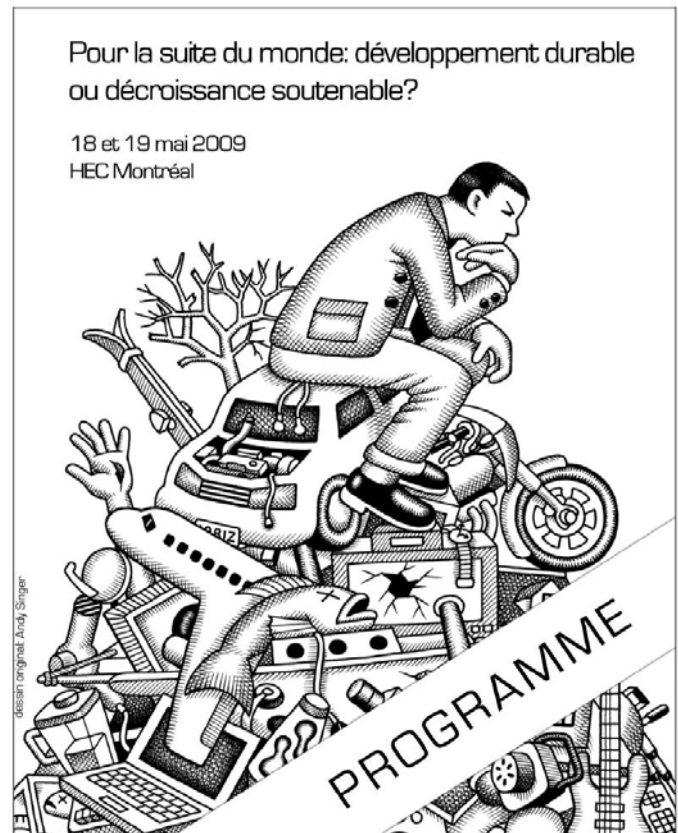
sance soutenable constituent deux variantes d'un même projet visant la réorientation du développement contemporain vers un mode de développement écologiquement soutenable et socialement équitable ; d'autre part, la position selon laquelle ces deux notions correspondent à des concepts et des projets fondamentalement différents, le développement durable visant à pérenniser le mode de développement contemporain par le biais d'une adaptation de ses principes à des objectifs écologiques et sociaux, la décroissance soutenable visant une rupture radicale envers les fondements mêmes de ce mode de développement à travers une remise en question radicale de ses principaux piliers que constituent la croissance économique et la société de consommation.

Le développement durable a depuis longtemps été critiqué pour sa malléabilité conceptuelle qui en faisait, au mieux, une notion floue au contenu non contraignant. Ainsi, dès sa parution, le Rapport Brundtland a été critiqué pour sa nature par trop consensuelle qui permettait de proposer de multiples définitions du développement durable au point de conduire à des conceptions opposées les unes aux autres. Or, cette malléabilité a ré-

gulièrement été présentée par ses partisans comme une preuve de la souplesse requise pour obtenir le soutien des multiples intérêts concernés par la réorientation du mode de développement socioéconomique mondial. Le développement durable apparaîtrait ainsi comme une coquille vide dont la signification réelle dépendrait du sens particulier que lui confèreraient les acteurs concernés, condition nécessaire à l'obtention d'un compromis entre des groupes d'intérêts différenciés.

Explicitement présente dans certaines présentations et discussions poursuivies lors du colloque, cette position considère que le développement durable intègre le besoin d'une décroissance matérielle du système économique qui doit notamment intensifier son efficacité environnementale (Corinne Gendron insistant sur la nécessité d'améliorer l'intensité écologique des activités économiques) à travers une meilleure efficacité énergétique poussée notamment par l'innovation technologique (comme l'a notamment rappelé Gilbert Rotillon). Parallèlement, le projet de décroissance ne pourrait éluder le besoin d'une croissance économique permettant de satisfaire les besoins des plus démunis ; il implique également l'expansion de nombreux secteurs économiques actuellement sous-développés, comme le développement d'énergies vertes et d'activités de recyclage. Finalement, développement durable et décroissance soutenable ne seraient que des interprétations différentes d'un même projet de société, si l'on suit notamment Bernard Billaudot pour qui la solution passe en premier lieu par une redéfinition des conventions qui fixent les modalités de calcul du PIB.

Pourtant, comme l'a rappelé Maria del Rosario Ortiz Quijano, les concepts de développement durable et de décroissance soutenable sont issus de courants de pensée différents, le développement durable ayant été véhiculé par l'économie néoclassique, alors que la décroissance soutenable est issue de l'œuvre de Nicholas Georgescu-Roegen, père de l'économie écologique, qui ne pouvait concevoir une insertion durable des activités humaines au sein de la Biosphère sans qu'une phase de décroissance drastique des activités humaines ne soit préalablement entreprise. Au sein de cette perspective différenciée, le flou conceptuel du développement durable pose de sérieux problèmes. En ne proposant aucune hiérarchie explicite entre les dimensions écologique, économique et sociale, le développement durable ne remet pas en cause la prédominance de



fait de la dimension économique. Plus encore, ni *l'origine de la rationalité économique* qui soumet les dimensions naturelle et humaine à leur surexploitation, ni *l'incapacité sociopolitique* à élaborer des schèmes institutionnels adaptés à l'urgence de la crise éco-sociale contemporaine ne sont thématiques de manière satisfaisante. Quelques participants au colloque se sont efforcés de combler cette double lacune.

Cherchant à identifier l'organisation fondamentale de notre système économique, Andreu Solé a alors rappelé que ce n'est pas le marché, mais l'entreprise qui façonne les relations économiques : le monde est organisé par et pour l'entreprise, ce qui explicite la prédominance de l'impératif économique sur les considérations écosociales. Soucieux d'explicitier la subordination des considérations écologiques et sociale aux critères économiques capitalistes, nous avons rapporté les développements de l'économie de propriété (*property economics*). Selon cette théorie, la dynamique capitaliste repose sur l'engagement des titres de propriété dans un processus de capitalisation (relation de crédit, création de capital-actions) qui permet de créer du capital monétaire et de l'investir dans de nouvelles activités économiques.

Cette possibilité d'investir sans épargne préalable, qui fait toute la force de l'économie capitaliste, en fait aussi sa principale faiblesse, car tout agent économique finançant ses activités par la capitalisation se doit en retour de produire plus, plus vite et « plus nouveau », afin de demeurer solvable, rentable et compétitif. C'est pourquoi toute ressource humaine ou naturelle est évaluée et exploitée en fonction de son potentiel à « produire du rendement monétaire ». Plus grave encore, tout comportement économique reposant sur des valeurs alternatives est discriminé, voire éliminé par les contraintes imposées par l'expansion capitaliste de l'économie de propriété. Et c'est cette action de sélection économique qui freine les tentatives d'orientation humaniste et écologiste des activités humaines.

En effet, selon cette perspective, seule une réorientation radicale des critères de valeurs qui président aux prises de décisions socioéconomiques serait susceptible d'éviter, ou pour le moins d'atténuer les conséquences du marasme écosocial dans lequel nous plongeons. Conceptuellement, une telle réorientation nécessite de passer d'une logique de propriété, où les considérations sociales et écologiques sont subordonnées à la rationalité économique capitaliste, à une raison éco-sociale, où les activités et les intérêts économiques sont subordonnés aux impératifs de reproduction écologique et de renouvellement socioculturel.

Pour autant, une telle inversion de priorités ne peut qu'être confrontée à un blocage systémique de l'économie de propriété désormais mondialisée. Dès lors, dans un tel contexte, toute tentative de réorienter le développement mondial se trouve dans une *situation de double contrainte* : soit elle propose des réformes susceptibles d'être acceptées par le système en place, par nature insuffisantes à initier la réorientation requise; soit elle propose des réformes radicales, en rupture avec le cadre existant, au risque d'être marginalisée, voire éliminée par les critères de sélection dominants.

Surmonter cette double contrainte nécessite d'agir à deux niveaux : (1) au sein du contexte existant, en mobilisant les éléments endogènes compatibles avec des itinéraires de pensée et d'action alternatives, tout en assurant sa pérennité au sein d'un contexte défavorable ; (2) sur le contexte lui-même, afin de le rendre toujours plus propice à une orientation humaniste et écologiste des activités humaines. Une telle stratégie intégrée devrait saisir chaque opportunité qui

s'avère disponible, et, parallèlement, créer constamment de nouvelles opportunités. Elle correspond à la position d'André Thibault, selon laquelle l'inversion de logique n'a de chance d'aboutir que par le renforcement systématique des marges de manœuvre existantes, à travers le renforcement systématique des dossiers sociaux et des dynamiques de réseautage.

Mais une telle stratégie permettra-t-elle de concrétiser à temps la réorientation requise ? Les multiples dimensions de la crise actuelle, financière, économique, industrielle, sociale et écologique, ne mettent-elles pas justement en évidence que nous sommes déjà entrés dans une phase de décroissance imposée par le dépassement des limites naturelles de notre écosystème global, la Biosphère ? Telle est l'opinion de nombreux participants au colloque, parmi lesquels Harvey Mead, qui a rappelé que le Rapport Meadows annonçait dès 1972 un effondrement généralisé pour la fin des années 2020. Or, si les limites écologiques de la planète sont dépassées, la décroissance est désormais une trajectoire historique qui nous est imposée par les lois de la Nature, et seules les modalités sociales de cette trajectoire peuvent éventuellement faire l'objet d'un choix humain. D'où le verdict, implacable, d'Ernest Garcia : la décroissance constitue soit une voie d'extinction, soit une possibilité de transition vers une société à visage humain.

En ce sens, les réponses apportées jusqu'ici par la communauté internationale à la crise écologique globale (institution d'un régime climatique ancré sur la rationalité capitaliste, valorisation monétaire de la biodiversité), à la crise financière ou industrielle (injection massive de liquidité, notamment par le biais d'un FMI jusqu'alors en perte de vitesse, nationalisation des secteurs clés de la finance et de l'industrie, notamment étasunienne), constituent davantage des mesures palliatives témoignant d'un enfermement sur des positions anachroniques (on pense aux positions mercantilistes) que d'une réponse adéquate aux enjeux contemporains.

Mais plutôt que de blâmer une communauté internationale impalpable, ne devrions-nous pas nous intéresser à nos propres comportements de citoyens, de consommateurs et de scientifiques ? Telle est du moins la position partagée par de nombreux orateurs. Louis Marion s'intéresse ainsi aux obstacles symboliques (idéologie du progrès, croyance en la technologie salvatrice, technicisation exclusive du symbolique) qui nous empêchent de faire face à la crise ; Hervé Philippe,

condamnant l'accumulation sans limites de connaissances scientifiques (qu'il appelle la chrématistique du savoir) prône pour un décrochage radical du scientifique en faveur de la diffusion la plus large et la plus profitable possible de ses connaissances ; Paul Sabourin s'inquiète lui de l'appropriation de la mémoire et de la colonisation de l'imaginaire par un consumérisme démocratique et plaide en faveur de comportements émancipés en phase avec les grands enjeux contemporains.

Lors de la session finale du colloque, Michel Freitag et Claude Villeneuve ont présenté leur vision de la crise éco-sociale et les manières de la surmonter. Adoptant une vision humaniste, Freitag a identifié la propriété privée comme le fondement institutionnel de la crise actuelle et plaidé pour son abolition en faveur de la possession communautaire, en vue d'une gestion concertée

et la plus responsable possible des ressources communes. Doutant de la possibilité de réformes radicales, Claude Villeneuve a privilégié une stratégie d'infiltration, visant à composer avec le système capitaliste et participer de manière endogène à sa réorientation.

Si, pour Claude Villeneuve, il convient de « parler le langage de la bête pour mieux l'influencer », il n'y a, pour Michel Freitag, pas de dialogue possible. Omniprésente, la double contrainte resurgit et, avec elle, une question récurrente, lancinante : serons-nous capables de mettre sur pied cette « société conviviale » que Ivan Illich (1973) voyait ancrée sur les principes de survie, d'équité et d'autonomie créatrice ? Et pour cela, faudra-t-il, encore, « Que la crise s'aggrave ! » comme le disait François Partant (1978) ? Et si oui, jusqu'à quand ? Où se situe le point de non-retour ?

Pour plus d'information : <http://expertise.hec.ca/pourlasuitedumonde/>

« Pour la poursuite du monde » — Comptes rendus

Par Nicolas Perin, Stagiaire CRSDD, Université Paris-Dauphine

colloque

Pour la suite du monde:
développement durable ou
décroissance soutenable ?

CATHERINE BEAU FERRON, La Martre (Québec) / L'abstraction ou le détachement du monde: comment l'humain a oublié qu'il y avait des limites

Mme Beau Ferron axe son intervention sur la distanciation de l'homme à son environnement en tant que paradigme du développement contemporain. Dans un monde marqué par la perte du concret, la notion de limite s'est effacée progressivement, en suivant la promesse d'une existence dénuée de barrières autant matérielles que métaphysiques. Cette foi en la technologie peut expliquer la difficulté pour certains d'admettre des réalités telles que le pic du pétrole, pourtant depuis longtemps annoncé par les économistes du mon-

de entier. En outre, les technologies actuelles est elle-même très gourmande en ressources, et entraîne des effets de rebond néfastes à la préservation des ressources.

Dans ce cadre, il faut bien voir l'argent comme un agent de distanciation important, puisque l'expansion actuelle de la monnaie n'a plus rien à voir avec la disponibilité des ressources qu'elle est sensée représenter. L'économie de marché qui en résulte devient une sphère virtuelle, désecastrée du tissu social (Karl Polanyi), qui soumet toute substance aux mécanismes du marché, exposant l'humanité à une surexploitation destructrice des conditions de sa survie. Pour Mme Beau Ferron le développement durable est

une réconciliation superficielle, puisque la marchandisation des différents biens demeure nécessaire et dénote une adhésion au dogme de la croissance.

RAFFI DUYMEDJIAN, École de Management, Grenoble, France / Les apports de l'idéal-type du « bricoleur » au débat croissance / décroissance : vers une « économie du peu »?

Cet intervenant présente sa vision du « bricoleur », agent économique flexible et économe au possible, en tant qu'idéal-type d'une réorientation de l'économie des ingénieurs vers celle des « arrangements ». Le bricolage est souvent associé au domaine de l'improvisation, des systèmes d'information, des comportements de crise, ou encore à l'entrepreneuriat, l'innovation, cela sur plusieurs niveaux d'analyse possibles (individu, organisation, groupe...). Le bricolage illustre une posture plus compréhensive que normative. En opposant le bricoleur à l'ingénieur (Lévi-Strauss), on peut distinguer des pratiques différentes, qui reflètent des rapports aux choses divergents. Le bricoleur cherche par exemple la qualité avant tout (avant la quantité), et souhaite connaître la relation complexe des choses entre elles plutôt que leurs caractéristiques intrinsèques. Par ailleurs, le bricoleur préférera toujours démonter que détruire. M. Duymedjian rapproche ces qualités à des formes économiques marquées par la proximité, les fonctionnalités, la dématérialisation et le don. Il conclut en se positionnant pour une « économie des arrangements », aussi bien matériels que symboliques, notion située sur une abstraction limitée, et locale, permettant avant tout d'être capable de voir plusieurs utilisations pour un objet donné.

LOUIS MARION, philosophe, Montréal / Pourquoi ça bloque? Technique et décroissance

M. Marion apporte au débat sur le développement de nos sociétés une approche critique de la technique. Celle-ci soutient fondamentalement les promesses libérales de croissance illimitée, procurant l'illusion que demain sera fait comme hier. Or notre époque est mal préparée aux conséquences de cette idéologie, puisqu'on cherche une amélioration continue du monde en refoulant la finitude de l'existence, y compris le vieillissement et la mort. Au sein d'un projet moderne de transformation du monde (selon Marx) non abouti, les solutions aux problèmes de notre temps restent partielles, et demeurent des cau-

ses de crises. Ainsi le discours technologique reste un des derniers recours pour donner du sens à l'évolution humaine, en soulignant l'apport de puissance et de confort garantis par la technique. Mais cette technique est aussi aliénante, elle surpasse ses utilisateurs et aliène ceux ne disposant pas de ses moyens. Elle place les individus en situation de grande vulnérabilité face aux crises, et tend à abolir toute médiation de la satisfaction. M. Marion conclut en appelant à plus de responsabilités politiques et morales pour notre génération, à un engagement militant devant critiquer les causes sans éviter les mots, et à une éducation citoyenne capable de créer un débat public suffisant.

HERVÉ PHILIPPE, biochimiste, Université de Montréal / Une décroissance de la recherche scientifique pour rendre la science durable ?

M. Philippe nous parle ici de la science en tant que moteur d'une croissance dangereuse et extrémiste (par ses ordres de grandeur), dans un monde sans limite. Ce chercheur renommé pose la question centrale de l'utilisation de la science par nos sociétés afin de critiquer la croissance exponentielle du savoir (« chrématistique du savoir »), croissance par ailleurs de plus en plus consommatrices de ressources. Cette croissance a permis de perdre une certaine notion de limite, tout en éloignant progressivement la production de savoir de son application pour un progrès sociétal. Cet éloignement a façonné une recherche scientifique hautement spécialisée, mais « autiste » face au monde qu'elle étudie. Néanmoins, la science et la recherche continuent d'exercer une influence primordiale sur la société, presque religieuse, imposant la croyance en la toute puissance intellectuelle de l'humain. Face à ce constat, M. Philippe propose un tri dans les connaissances existantes, une meilleure participation des scientifiques au progrès par un arrêt de la recherche (que l'intervenant s'impose personnellement), et leur participation au débat public. Il souhaite supprimer les indices de mesure de la richesse, mais garder une science pour la compréhension du monde, mieux utilisée dans le but d'augmenter son efficacité pour la qualité de vie.

ANDRÉ THIBAUT, sociologue, UQO / Retour de l'État-Pinkerton... ou « empowerment » de Butterfly?

M. Thibault revient sur le débat du choix entre développement durable et décroissance. Selon ses mots parler de "décroissance conviviale" implique un changement radical, un abandon total

du paradigme dominant qui ne saurait s'imposer par la force sur la société. Cette question force la réflexion sur les éléments fondamentaux de cette dernière, protégés en priorités par l'État, comme on l'observe à l'heure actuelle par la tentative de sauvegarde du capitalisme financier par les gouvernements. En d'autres termes, comment réduire les inégalités et l'exclusion qui caractérise notre mode de développement, étant donné qu'une avant-garde éclairée n'a jamais suffi à changer le paradigme, et qu'un projet collectif ne saurait se réduire à la décroissance ? De nombreux acteurs et organisations se sont déjà positionnés, il n'est donc pas vraiment nécessaire de réinventer ces positions, puisque celles-ci apportent une réelle ouverture, un changement possible en promouvant le mouvement par l'action. Pour M. Thibault, développement durable et décroissance sont deux variantes non opposées d'une même voie, qui peuvent être mises en œuvre pour s'engager sur des chantiers prioritaires : les relations nord/sud, la santé (meilleurs services à domicile, généralistes, financement public), le débat sur l'énergie, et l'agroalimentaire (sortir de l'agro-productivisme par un mouvement concerté).

ERNEST GARCIA et MERCEDES MARTINEZ-IGLESIAS, socio-anthropologues, Université de Valence, Espagne / La décroissance : le changement social au-delà des limites de la planète

Cette intervention débute par un constat simple : après avoir contourné le même message d'appel au développement durable et à la décroissance depuis 40 ans déjà, les informations sont aujourd'hui consistantes, mieux détaillées, et semblent désormais ne laisser aucun doute sur le caractère décroissant du développement des prochaines décennies. Les deux chercheurs s'inquiètent de l'impact humain sur les écosystèmes, et du potentiel d'effondrement de la civilisation, voire d'extinction de notre espèce. « L'avenir a un inconvénient : il arrive », et la décroissance devient inévitable si les informations sur l'état actuel des choses sont correctes, et si aucun changement technique majeur à très court terme n'apparaît. Ce triste constat a deux significations pour la décroissance : elle peut être une voie d'extinction, ou une transition vers une société à échelle humaine. Un concept clé de la prospective dans ce domaine est celui « d'effondrement » comme passage à une situation humaine plus simple. Dans ce cas estimons qu'il vaut mieux qu'il soit organisé et accompa-

gné, plutôt que chaotique et naturel. Aujourd'hui le développement durable semble limité dans son potentiel de changement, car il intervient à une période trop tardive pour engendrer une réponse suffisante. La décroissance ne devient plus vraiment un choix, puisque même un changement technique majeur ne servirait qu'à obtenir un délai dans le changement radical qui doit intervenir. La décroissance ouvre de multiples voies, plus ou moins désirables pour l'existence sociale selon le choix des éléments visés par un développement inversé.

PHILIPPE ROBERT-DEMONTROND et ANNE JOYAU, sciences de gestion, Université de Rennes I, France / Décroissance soutenable et développement personnel : par delà le développement durable

Ces chercheurs ont fondé leur travail sur l'observation des "amapiens", consommateurs, et distributeurs de produits biologiques et équitables en France. Par la méthode de micro-mythanalyse, les structures symboliques élémentaires (mythèmes) sont mises en évidence dans le discours des personnes interrogées, autour de récits de vies. Plusieurs imaginaires particuliers sont récurrents, notamment l'imaginaire icarien-golemique (héroïque, libération de soi par création artificielle, annonce de l'échec de ce projet, imaginaire de la chute, la nature l'emporte sur les prétentions humaines), l'imaginaire de la matrix (mythe de la caverne et mythe du Léviathan, Hommes pris au piège, enchaînement, méga-machine, hypnose), l'imaginaire néo-iste (éveil, retour à la vérité, libération de soi-même, communauté organique contre la société mécanique), et l'imaginaire morphéusien (bonne parole, transformation de l'imaginaire des autres, initiation, dévoilement de la vérité, conversion). Dans ce cadre, il est en quelque sorte possible de devenir toujours "plus pur". M. Robert-Demontrond et Mme Joyau constatent que la communauté des « amapiens » est un régime qui génère des critiques en son sein, ou contre les consommateurs qui ne vont pas assez loin.

PAUL SABOURIN, sociologue, Université de Montréal / La puissance et la sagesse

M. Sabourin définit le développement durable et la décroissance comme deux tentatives d'élargissement de la rationalité de l'action humaine pour sortir de la rationalité économique. Le développement durable est selon lui un processus de rationalisation de l'action sociale, et la décroissance non pas une option politique ou philoso-

phique, mais une situation pratique de réduction littérale des conditions de vie. En posant la question de savoir comment élargir la rationalité de l'action dans nos sociétés, M. Sabourin explore dans son intervention les dynamiques et les forces à l'œuvre dans tout changement démocratique. Son premier constat est d'observer une certaine réduction du sens de la vie sociale, en lien avec l'activité incessante de rationalisation opérée par l'entreprise dans une économie croissante. Il rappelle que l'on aurait tort de penser que l'idéologie ne change pas dans la société, et que la mouvance sociale ne possède pas sa propre force normative. La sociologie de la connaissance apporte une vision différente de l'individu comme un être actif. Elle met en forme son expérience, pour en déduire des dynamiques typiques des mouvements sociaux. Ainsi, il est nécessaire de garder à l'esprit que toute analyse d'un milieu social doit idéalement favoriser une vision des individus actifs et acteurs de l'évolution de leur propre environnement socioculturel.

CONCLUSION DU FORUM

CLAUDE VILLENEUVE, biologiste, UQAC / Croissance allométrique et développement cybernétique

Suite à de nombreuses interventions teintées d'un certain pessimisme envers le futur, Claude Villeneuve entend donner quelques raisons d'espérer, afin de repenser le développement durable. Celui-ci est en effet jusqu'à présent porté par des indicateurs incomplets (ex : empreinte écologique), mais qui témoignent malgré tout d'une urgence prouvée et certaine face à un système se dégradant dans un mouvement à forte inertie. Face à ces signaux d'alarmes, le développement durable se doit d'être une cible mouvante, un objectif hypothétique pour orienter des démarches éthiques et scientifiques et distinguer les désirs des besoins réels. M. Villeneuve souhaite voir primer un raisonnement d'efficacité appliqué à toute chose manipulée ou consommée par nos sociétés, avec pour limites la complexité des valeurs, la capacité de support des systèmes, et la difficulté de synergie. Le chercheur propose un modèle de croissance allométrique, issu de la biologie du développement. Il s'agirait selon ce modèle de faire croître certaines parties des activités humaines plus rapidement que d'autres, étant donnée la possibilité de dématé-

rialiser certains besoins fondamentaux (éducation, culture, santé, sécurité, etc.). Ce modèle correspond à un développement durable où les besoins humains les plus sobres en ressources sont ceux qui stimulent la croissance, et où les activités gourmandes doivent être décruées. Le développement cybernétique, héritage de la société agricole, doit être révisé pour une meilleure gouvernance utilisant des indicateurs adaptés à l'effort global pour atteindre une nouvelle alliance entre l'humanité et la biosphère.

MICHEL FREITAG, sociologue, UQAM / Il n'y a pas de limite à l'amélioration qualitative de la vie

M. Freitag nous rappelle certaines échelles historiques avant de nous présenter sa réflexion. Il a tout d'abord cité le début du monothéisme en tant que porteur d'opposition entre esprit et matière et d'une vision du réel projetée vers l'infini par la science, et donc d'une dévalorisation des choses proches. Avec le développement du capitalisme et de son principe fondateur de propriété privée, l'individu s'affranchit de son rapport aux choses, dans le cadre de leur échange dans un premier temps. Cet affranchissement s'étant étendu au travail, à la production, à la connaissance, la culture, jusqu'à la volonté même, une rupture a été produite, provoquant le rejet des dépendances qui formaient les limites dans tous leur sens. Pour Michel Freitag les limites de la croissance humaine ont déjà été dépassées, ce qui peut autoriser à parler d'adaptation plutôt que de développement durable. Pour ce faire, les humains doivent dissocier la quantité de la qualité, en sachant que toute uniformisation de la mesure vers une seule dimension est mauvaise. Pour retrouver l'équilibre, il s'agit de revenir sur la décomposition de la connaissance qu'appliquaient les grecs, en rattachant l'esthétique et le juste dans notre considération du bien et nos choix pour le futur.

M. Freitag souhaite voir un développement qui permettrait l'élargissement des perceptions humaines, celles-ci n'ayant pas de limites. Le monde tel qu'il existe est la condition même de la vie, et ainsi la véritable légitimité de l'existence humaine se trouve dans l'harmonie et l'amour avec ce monde, pas dans l'utilité. En décortiquant le choix et la décision politique, le sociologue souhaiterait voir mettre un terme à la propriété privée en tant que norme juridique, et

Compte rendu de la *Table ronde sur la coopération internationale et le développement durable : le rôle des entreprises et ONG canadiennes dans les pays du Sud*

Par Pierre Criqui et Nicolas Perin, Stagiaires CRSDD, Université Paris-Dauphine

Cette table ronde a été co-organisée par la CRSDD et la Chaire de Gestion de Projet, de l'ÉSG - l'UQAM, ainsi que le Réseau Entreprise et Développement Durable. Soulignons aussi la collaboration du CRIMT, de l'IEIM, du CRISES, de l'AQOCI, de Développement et Paix et du CISO pour la diffusion de l'événement.

Cette table ronde, qui avait lieu le 30 avril dernier, se voulait une occasion de rassembler divers acteurs du développement, d'entendre et d'apprendre à partir de leurs expériences sur le terrain. Quelles stratégies déploient-ils pour relever les énormes défis auxquels ils font face ? Comment leurs pratiques quotidiennes peuvent-elles se traduire en stratégies de développement durable ? Voici quelques uns des enjeux qui ont animé les échanges.

La coopération Nord-Sud et le développement durable semblent aller de pair depuis le début des années 1990, alors que les institutions multilatérales, bilatérales et les ONG de développement ont adopté des politiques de protection de l'environnement comme condition *sine qua non* du financement et de la mise en œuvre d'initiatives de coopération internationale. C'est ainsi qu'une directive a été lancée au niveau international quant à la nécessité de ne pas limiter la coopération à sa dimension économique, mais de l'étendre plutôt à l'ensemble des dimensions sociales, économiques, politiques et environnementales du développement.

L'introduction de cette table ronde était assurée par **M. Jean-Marc Fontan, sociologue à l'UQAM, Co-Directeur de l'ARUC-Économie Sociale et du Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale**. Celui-ci a choisi de s'attaquer directement au concept de développement durable, très présent dans les discours relatifs à la coopération internationale. Il représente une forme de consensus peu effectif et peu porteur de changement, qui tend à diffuser l'illusion de pouvoir faire croître son activité tout en réduisant son impact, d'accumuler des progrès sans jamais en payer les conséquences. Le développement durable porte selon lui une

vision "managériale" qui ne correspond pas ou plus à la réalité du contexte social et environnemental, et qui s'est trop éloignée du champ politique. Selon Fontan, ce concept devrait plutôt s'assumer comme étant pleinement politique, dans la vision et l'action, comme dans les rapports produits chaque année par les entreprises. L'intervenant se prononce ainsi pour une révolution culturelle nécessaire autour du développement, portant en elle une indispensable remise en question de l'idéologie porteuse des activités économiques contemporaines.

M. Paul Cliche, directeur adjoint, Service des programmes internationaux de Développement et Paix, est intervenu à la suite sur les liens entre coopération internationale et développement durable. Pour l'organisation Développement et Paix, la vision du développement durable repose plus sur une action sociopolitique stratégique que sur le développement économique ou la construction d'infrastructures. Cette action repose sur le renforcement des acteurs sociaux, de l'organisation à sa base, et sur le tissage d'alliances et de réseaux autour des enjeux d'égalité sociale et de durabilité écologique à long terme. L'intervenant s'exprime contre les dangers de la technicisation de l'aide, et de la conception du développement humain comme une chaîne de causalité. Pour lui, la décision sociopolitique nécessaire aux résultats en la matière doit reposer sur une prise en compte des interactions entre acteurs et de la complexité des situations, sans devenir bureaucratique. M. Cliche soulignait également la problématique des réponses à l'urgence (climatique par exemple) devant idéalement s'intégrer dans des programmes de développement local à plus long terme. Il apparaît comme élément de réponse que dans les zones bien développées, on assiste généralement à moins de morts et de dégâts causés par des cataclysmes. On peut ainsi dire que dans ce



cas, la question de l'organisation en amont est fondamentale. S'est ensuite posée la question des dynamiques socioculturelles de l'action des organisations pour le développement, qui doit veiller à privilégier l'apprentissage et l'action conjointe, pour pérenniser les capacités de développement autonome des populations. Cela passe par un effort de transparence et d'échange d'information et d'expérience de la part des organisations comme des populations, afin d'établir des voies de développement élaborées en partenariat, et non en tutorat.

M. Frédéric Faustin, Chef d'équipe en Études environnementales et appui institutionnel à Dessau Inc., a présenté le point de vue de son entreprise sur le rôle des ONG et des entreprises canadiennes dans les pays du Sud. En tant qu'entreprise majeure dans le domaine de la construction et de l'aménagement du territoire, Dessau a dû intégrer progressivement les critères du développement durable dans l'ensemble des projets qu'elle a pilotés dans les pays du Sud. Cette entreprise doit aujourd'hui réaliser des études d'évaluations environnementales et d'acceptabilité sociale de ses projets d'aménagement, études pour lesquelles elle engage systématiquement des spécialistes. Cette prise en compte du développement durable dans la mise en place de projets est cohérente avec le financement de ceux-ci par les institutions internationales (Banque mondiale), nationales (ACDI) ou locales, qui conditionnent leur appui au respect de critères environnementaux et sociaux. Cependant, M. Faustin souligne en conclusion le dilemme des pays du Sud qui naviguent entre l'impératif du développement et les exigences occidentales en matière de soutenabilité des projets, qui peut pousser les acteurs de la coopération internationale à préférer la précaution à l'action sur le terrain.

M. Mathieu Boucher, Chef de relations avec les communautés autochtones d'Hydro-Québec, a raconté comment cette institution énergétique a effectué dès 1974 une étude d'impact environnementale de ses activités en y incluant la dimension humaine et sociale. L'engagement pour le développement durable étant devenu un signe distinctif d'Hydro-Québec, les relations avec les communautés autochtones deviennent un élément des politiques mises en place. De plus, elles sont liées à l'acceptabilité sociale des projets, élément que nous retrouvons dans les problématiques de coopération internationale. La prise en compte de ces communautés

implique un travail interdisciplinaire, incluant des études menées par des ingénieurs, mais également des anthropologues ou des biologistes. M. Boucher explique, à l'aide d'exemples de projets menés par Hydro-Québec, leur démarche participative et coopérative avec les communautés. Cette dernière implique une politique d'embauche associant les populations locales, une compréhension des structures sociales en place, ainsi que des assemblées publiques de consultation et d'information. L'existence de ce type de programme fournit un exemple intéressant de coopération dans un cadre national.

M. Mohammed Chikhaoui, Directeur de l'organisation apprenante et de l'évaluation et Directeur des politiques d'Oxfam-Québec, a présenté le point de vue de l'ONG sur le développement durable en général, ainsi que l'importance du travail avec les partenaires locaux dans une démarche de coopération. Le développement durable est perçu comme un processus, une transformation visant le bien-être des humains, processus qui embrasse donc les champs sociaux, culturels, politiques, économiques, dans une dimension collective et individuelle. Si la justice économique est souvent au centre des débats, Oxfam se bat de plus pour le respect des droits fondamentaux et humains, et rejoint une vision intégrée du développement durable. M. Chikhaoui montre par la suite l'aspect déterminant des démarches de coopération avec les institutions locales à toute échelle dans un processus de développement durable, et de la recherche d'autres partenaires sur place pour des thématiques spécifiques. L'organisme se penche également sur l'ensemble des obstacles pouvant se dresser face aux projets de développement allant de croyances ou d'attitudes s'inscrivant en opposition, à la distance entre nombre d'organisations locales et la population, qui est à la fois perçue mais aussi réelle dans la concrétisation de la participation des populations aux prises de décision. Enfin, M. Chikhaoui souligne une des problématiques récurrentes des projets de développement, en pointant du doigt des bailleurs de fonds qui privilégient des résultats à court terme dans les actions menées, ne permettant pas une démarche durable de changement socio-économique, politique et environnemental.

Pour conclure la table ronde, **M. Claude Perras, Directeur de Développement durable et relations communautaires de Rio Tinto Alcan**, a présenté une analyse de la démarche de l'entreprise, en proposant un changement complet

de point de vue stratégique quant à la mise en place de processus de développement durable. En assumant que la finalité d'une entreprise est d'effectuer des profits, les processus de développement ne peuvent cependant être ignorés, et M. Perras reconnaît l'importance de l'intégration des parties prenantes et des communautés locales dans les prises de décision et la construction de projets, ce que l'entreprise minière tente aujourd'hui d'appliquer. L'aspect ouvert du développement durable est ici essentiel, et M. Perras

le souhaite ouvert à toutes les organisations actives, et inscrit la démarche de Rio Tinto Alcan dans de nombreux partenariats, y compris avec des ONG, qui sont aptes à fournir une connaissance en profondeur des réalités locales. Enfin, l'objet de la présentation était de proposer un changement de point de vue dans le développement durable, en promouvant une approche centrée sur les enjeux plutôt que sur l'organisation.

Lancement du livre *Le partenariat en coopération internationale : Paradoxe ou compromis?* par Olga Navarro-Flores



Mme Olga Navarro-Flores, professeure au Département de Management et technologie de l'ÉSG – UQAM et chercheure affiliée à la CRSDD et à la Chaire de Gestion de projets a lancé son premier livre intitulé *Le partenariat en coopération internationale: Paradoxe ou compromis?*

Le livre présente une version abrégée de sa thèse de doctorat qui s'est méritée le prestigieux prix de l'Institut de recherches en économie contemporaine (IRÉC) pour la meilleure thèse en sciences sociales de 2007 et dont le jury a recommandé à l'unanimité qu'elle soit publiée. Ce faisant, les étudiants, les acteurs du développement, les passionnés de la coopération internationale de même que le grand public ont maintenant accès à cette étude inédite sur la construction des relations de partenariat entre ONG.

Après avoir travaillé plus de 10 ans dans le secteur de la coopération internationale, Mme Navarro-Flores a eu l'occasion d'œuvrer à la mise sur pied de tels partenariats. Ceci lui a montré qu'au-delà d'une dimension politique, qui peut être très colonialiste, ou encore paternaliste, il existe bel et bien une nouvelle manière de faire la coopération entre les acteurs du Nord et du Sud. Si bien que, pour l'auteure, le paradoxe réside dans le fait que, dans un contexte de rapports inégaux Nord-Sud, et malgré ce contexte, ces acteurs établissent des relations vraisemblablement partenariales.

Il s'agit des relations de partenariat qui participent à une transformation plus large et fondamentale de coopération internationale elle-même tout en la caractérisant aujourd'hui. Tel que Mme Navarro-Flores l'avance dans ce livre, les relations Nord-Sud dans ce secteur représentent une série de compromis qui reflètent les rapports sociaux Nord-Sud tels qu'ils se sont manifestés à chaque époque. Dans les années 1960, le compromis entre les acteurs du Nord et du Sud prenait la forme d'une relation entre donateurs et bénéficiaires. Dans les années 1970 et 1980, le compromis en était un de collaboration mais aussi de complicité entre les acteurs. C'est à partir des années 1990, que le compromis semble prendre la forme du partenariat.



À la lumière de ses résultats de recherche, l'auteure affirme que les acteurs du Nord et du Sud construisent leurs partenariats sur la base d'un compromis, non seulement parce qu'ils reconnaissent et intègrent les rapports Nord-Sud, mais aussi parce qu'ils s'inscrivent dans

un nouveau paradigme de développement où le Nord ne saurait imposer des recettes au Sud, comme il pouvait le faire pendant les années 1960. En effet, les acteurs du Nord se sont donnés des mécanismes pour diluer leurs pouvoirs

et les acteurs du Sud pour renforcer les leurs. Ces *mécanismes d'arbitrage* de pouvoir, comme l'auteure les appelle, sont adoptés par les acteurs afin d'équilibrer leur pouvoir au sein de leur relation. Ce faisant, ils reconnaissent, implicitement et explicitement, qu'il y a une inégalité inhérente à leurs relations, et ils intègrent cette inégalité dans leur processus de construction de partenariats.

Ainsi, les acteurs partagent non seulement des ressources, ce qui n'est pas une surprise, mais aussi le pouvoir. Mme Navarro-Flores a constaté qu'à l'issue de leurs relations avec les acteurs du Nord, les acteurs du Sud bénéficient de ressources financières, de politiques de développement et d'un paradigme de développement partagé. Et les acteurs du Nord ne retournent pas les mains vides non plus. Ils obtiennent de leurs partenaires, les ONG, quelque chose de précieux : la légitimité. Cette légitimité représente pour les organisations de coopération internationale non seulement la réussite des programmes de développement sur le terrain mais aussi la crédibilité par rapport à leur choix de partenaires au Sud. Cette légitimité est la base de leur imputabilité envers les bailleurs de fonds, et envers leurs

membres et le public en général.

Aujourd'hui, où l'enjeu de la coopération internationale est de travailler ensemble pour améliorer les conditions de vie des gens du Sud tout en assurant la survie même de notre planète, les organisations du Nord et du Sud se reconnaissent comme acteurs du développement et ce faisant, ils contribuent à la construction d'un nouveau paradigme de coopération basé sur le partage et l'arbitrage du pouvoir.

Il y a environ un an, Mme Navarro-Flores recevait le prix de l'IREC pour la meilleure thèse en sciences sociales de 2007 et devenait nouvelle professeure au Département de management et technologie. On entend souvent que pour faire un doctorat il faut être passionné par son sujet. C'est le cas de Mme Navarro-Flores qui, même après avoir consacré plus de dix ans de sa carrière professionnelle et beaucoup de nuits à sa recherche sur les relations Nord-Sud et la coopération internationale, poursuit son travail, maintenant avec l'appui des nouveaux collègues, et l'élan des nouveaux défis de la recherche et de l'enseignement au sein de l'ÉSG.

Le site Internet du mois

www.visiondurable.com

VISION
DURABLE

Le site de Vision Durable s'adresse aux gens d'affaires intéressés par l'investissement responsable, la responsabilité sociale, l'environnement et le développement économique. Néanmoins, les services qu'il offre se révéleront une mine d'information intéressante pour toute personne intéressée par le développement durable.

Le site, détenu par Médias Transcontinental, combine une approche journalistique (il contient plusieurs articles originaux) à une veille médiatique qui prend la forme de fils de presse.

De plus, il offre des rubriques intéressantes telles qu'un lexique où une multitude de termes couramment utilisés dans le secteur environnemental sont expliqués, citations à l'appui. Le lexique offre la définition tant de termes techniques (tels qu'un réacteur "CANDU" ou des "halocarbures") que de termes et expressions plus typiques des sciences sociales (tels que "triple dividende").

Le site recense également des livres et des études sur des sujets d'intérêt, répertorie les sites Internet d'autres groupes significatifs dans le domaine de l'environnement et présente les initiatives durables mises en œuvre par des entreprises.

La Professeure Marie-France Turcotte nommée titulaire adjointe de la Chaire



Le 15 juillet 2009 – La Chaire de responsabilité sociale et de développement durable (CRSDD) est fière d'annoncer la nomination de la professeure Marie-France Turcotte au poste de titulaire adjointe. Lors de la séance du 29 juin dernier, les membres du comité de direction de la Chaire ont approuvé à l'unanimité la nomination de celle qui occupait jusqu'alors le poste de chercheure principale.

Directement associée à la programmation de la Chaire depuis ses tous débuts, Marie-France Turcotte agit à titre de Directrice du pôle francophone du Réseau de recherche pancanadien Entreprise et développement durable et a récemment décroché deux subventions du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Intéressée par la responsabilité sociale d'entreprise, le développement durable et l'engagement avec les parties prenantes, elle mène actuellement plusieurs chantiers de recherche dont un ouvrage sur le commerce équitable ainsi qu'un projet parapluie sur la norme ISO 26 000, projet qui en engendrera d'autres tels l'écriture d'un ouvrage grand public et des recherches plus théoriques sur le processus de construction de la norme en contexte multiculturel et international.

Activement impliquée à la Chaire, Marie-France Turcotte dit s'être inspirée des axes de recherche de la Chaire tout autant qu'elle contribue à les alimenter depuis la création de celle-ci, il y a sept ans. La nomination de la Professeure Turcotte fait suite au départ du Professeur Alain Lapointe, l'un des pionniers de la Chaire qui a œuvré aux côtés du premier titulaire fondateur de la Chaire, Monsieur Claude Béland, de même qu'à ceux de l'actuelle titulaire, la professeure Corinne Gendron.

La titulaire Corinne Gendron se réjouit de l'arrivée de Madame Turcotte au poste de titulaire adjointe : « Nous sommes particulièrement heureux de pouvoir compter sur l'expertise et le dynamisme exceptionnels de la Professeure Turcotte qui enrichit notre équipe tout autant par ses travaux et sa pensée originale que par sa personnalité enjouée ». Le profil de la Professeure Marie-France Turcotte peut être consulté sur le site de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable www.crsdd.uqam.ca dans la section des Collaborateurs.

Renseignements :

Véronique Bisailon

Directrice générale

Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, ESG UQAM

bisailon.veronique@uqam.ca

514 987-3000, poste 7898

Activités à venir



**20^{ème} Congrès de l'Association francophone de Gestions des Ressources Humaines
les 9, 10 et 11 septembre 2009**

L'AGRH organise, tantôt en province, tantôt à Paris, tantôt à l'étranger, un Congrès où sont en moyenne représentées 100 communications devant plus de 200 personnes. Les meilleures communications sont publiées dans deux numéros spéciaux de la Revue de Gestion des Ressources Humaines. Les autres communications sont publiées dans des actes.

Vue d'ensemble du programme

Mercredi 9 septembre

Dès 10h : Réunions des Groupes de Recherche Thématiques (GRT)

Dès 13h30 : Symposia et workshops thématiques

Dès 16h30 : Ateliers métier d'enseignant-chercheur (méthodologies, publications, enseignement)

Dès 18h30 : Atelier commun ANDRH - CAPSTAN sur les seniors

Jeudi 10 septembre

9h00-12h30 : Conférence plénière d'ouverture

14h00-17h30 : Ateliers en parallèle

15h00-17h30 : Atelier CMRH – CAPSTAN sur les seniors

18h00-19h30 : Assemblée générale

20h00 : Repas de gala

Vendredi 11 septembre

9h00-12h30 : Ateliers en parallèle

14h00-15h30 : Ateliers en parallèle

14h00-15h45 : Atelier MERLANE sur la gestion du stress

16h15 : Plénière de clôture avec la participation de Jean TIROLE, économiste, Médaille d'Or du CNRS

Le congrès se déroulera sur deux sites, l'Université des Sciences Sociales (Université Toulouse 1 rebaptisée Toulouse Capitole) les 9 et 10 septembre, et l'École Supérieure de Commerce de Toulouse (ESC Toulouse) le 11 septembre, les deux sites sont à proximité des jardins Compans-Cafarelli. L'Hôtel-Dieu, lieu du dîner de gala, est à 15 minutes à pied environ.

Pour plus d'information : <http://www.reims-ms.fr/agrh/01-actualites/04-congres-agrh.html>

Activités à venir



Fondaterra organise en partenariat avec l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et Aéroports de Paris, les Ateliers d'Été du Développement Durable sur le thème « Le développement durable face à la crise » les vendredi 11 et samedi 12 septembre 2009 de 9h à 18h à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

Présentation :

La crise va-t-elle « enterrer » le développement durable qui ne serait une priorité qu'en période de prospérité ? Au contraire, le monde de l'après-crise n'est-il viable que s'il repose sur les responsabilités sociales, économiques, environnementales de tous les acteurs ?

Les Ateliers d'été du Développement durable de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines de 2009 offrent à tous les publics l'accès aux savoirs fondamentaux permettant aux participants de mieux comprendre les forums et débats animés par des spécialistes.

Les débats sont animés par Didier Hamon, Directeur de l'Environnement et du Développement Durable d'Aéroports de Paris.

Corinne Gendron, titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et développement durable participera à l'atelier « État de la question de la responsabilité sociale des entreprises » en compagnie de Geneviève Féron, Directrice du Développement Durable de Veolia Environnement, Myriam Maestroni, Directrice générale de Primagaz et Françoise Guichard, Directrice du développement durable de GDF SUEZ.

Pour plus d'information : <http://www.fondaterra.com/index.php>

Activités à venir



Corinne Gendron, titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et développement durable participera à la table ronde « Quand le marketing vert a la cote » dans le cadre de l'École d'Été de l'Institut du Nouveau Monde, le 29 août 2009 à 10h30.

Résumé :

Jamais les publicités de voiture n'auront montré autant d'arbres, les détergents à lessive n'auront été aussi biodégradables et les électroménagers n'auront été tant non polluants. Certains affirment que les entreprises respectent réellement l'environnement, d'autres soutiennent qu'il ne s'agit que d'une apparence. Qu'en est-il du « marketing vert »? Les consommateurs se font-ils piéger par les publicités? Ceux-ci sont-ils plus sensibles au respect de l'environnement dans leurs achats quotidiens? Doit-on en déduire une réelle volonté des entreprises privées d'œuvrer dans une perspective de développement durable? Quelles sont les tendances observées? Nos panélistes répondront à ces questions et exposeront, selon leur champ d'expertise, ce que ce « marketing vert » signifie concrètement.

Les panélistes :

- **Patrick Beauduin**, vice-président, chef de la création convergente, Cossette Communication
- **Corinne Gendron**, professeure titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable
- **Henry Sauvagnat**, vice-président Développement durable, Cascades
- *Autre panéliste à confirmer*

Pour plus d'informations : <http://inm.qc.ca/programme/samedi-29-aout.html>

CHAIRE de responsabilité
sociale et de
développement durable
ESG UQÀM

Téléphone : 514.987.3000 poste 6972

Télécopieur : 514.987.3372

Courriel: crsdd@uqam.ca

Adresse: Université du Québec à Montréal
École des sciences de la gestion
Chaire de responsabilité sociale et de
développement durable
Local R-2885
315, Sainte-Catherine Est,
Montréal (Québec) Canada

Visitez notre site Internet
www.crsdd.uqam.ca

Inscrivez-vous à notre liste d'envoi électronique
crsdd@uqam.ca

Bulletin de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Rédactrice en chef : Véronique Bisailon
Rédactrice adjointe: Sarah Gagnon-Turcotte
Collaborateurs : Pierre Criqui, Dr. Pascal van Griethuysen, Olga Navarro-Flores,
Nicolas Perin, Julianna Priskin

Pour soumettre un article, prière de consulter le site web www.crsdd.uqam.ca.